**ARRETE PORTANT INTEGRATION D’UN MILITAIRE NOMME**

**PAR LA VOIE DU DETACHEMENT**

**(dispositions dérogatoires – article L 4139-2 du code de la défense)**

Le Maire de .......................................................

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° *(statut particulier du cadre d’emplois d’accueil)* ............ ;

Vu le décret n° *(échelonnement indiciaire du cadre d’emplois d’accueil)* ............... ;

Vu l’article L 4139-2 du Code de la défense ;

Vu l’ordonnance n° 2019-2 du 4 janvier 2019 portant simplification des dispositifs de reconversion des militaires et des anciens militaires dans la fonction publique civile ;

Vu le décret n° 2019-5 du 4 janvier 2019 portant application de l’ordonnance n° 2019-2 du
4 janvier 2019 portant simplification des dispositifs de reconversion des militaires et des anciens militaires dans la fonction publique civile ;

Vu la vacance au tableau des effectifs d’un poste de ......................................................... à compter du ............................................. ;

Vu la déclaration de vacance d’emploi adressée au Centre de gestion de la Fonction Publique du Nord ;

Vu l’arrêté portant nomination par la voie du détachement pour une durée d’un an de M……………………………………………. dans la Fonction Publique Territoriale auprès de ………………………………..……. (administration d’accueil) ;

Vu la dernière situation administrative de l’intéressé(e) ainsi établie au ministère de la défense :

- grade : ……………………………..………….

- échelon : ............... depuis le ............................. indice brut : ...........................

- ancienneté restante : .......................................

Vu la demande de M……………………………………………… en date du …………………… sollicitant son intégration dans la Fonction Publique Territoriale auprès de ………………………………… (administration d’accueil) à compter du ……………………………………… ;

Considérant que la collectivité d’accueil se prononce pour l’intégration de l’agent à l’expiration de la période détachement ;

**ARRETE**

ARTICLE 1 - A compter du ............................, **M** ....................................................., né(e) le ............................................ est intégré(e) dans les services de la collectivité de .................................................. selon les éléments suivants :

 - cadre d’emplois :

 - grade :

 - échelle :

 - échelon :

 - indice brut : ....................... (indice majoré ...........................)

 - ancienneté restante : ………………..

 - quotité : ……………

ARTICLE 2 - L’intéressé(e) sera affilié(e) à la Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales (C.N.R.A.C.L.).

ARTICLE 3 - Le présent arrêté sera :

 - transmis au représentant de l’Etat,

 - notifié à l’agent,

 - transmis au comptable de la collectivité,

 - transmis au ministère de la défense,

 - transmis au Président du Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale.

Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.

Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l’application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

 Fait à ........................................

 Le .............................................

PUBLIE LE :

NOTIFIE A L’AGENT LE : Le Maire,

(date et signature)